

DOCUMENTAZIONE INFORMATIVA

1. XV Rapporto annuale dell'AELS
2. Cos'è il Mercato Comune (I)?
3. Cos'è il Mercato Comune (II)?
4. Il Medio Oriente dal 1945 al 1955
5. Il Medio Oriente dal 1955 al 1965
6. Il Medio Oriente dal 1965 al 1975
7. La Convenzione del Lomé
8. Situazione internazionale e politica svizzera
(Conferenza del prof. Jacques Freymond, tenuta al Seminario del Forum Helveticum
sulla politica estera a Lenzburg)
9. Messaggio del Segretario generale dell'ONU
in occasione della Giornata delle Nazioni Unite 1975

N.B. La documentazione è in lingua francese

Dicembre 1975

SITUATION INTERNATIONALE
ET
POLITIQUE SUISSE

Jacques Freymond

SITUATION INTERNATIONALE ET POLITIQUE SUISSE

L'Occident entre le désarroi et l'arrogance

Depuis 18 mois, nous avons vécu à l'Occident dans un désordre intellectuel et politique que je qualifierai d'humiliant. Les gouvernements occidentaux se sont transformés en pompiers qui s'en vont en hâte éteindre des feux qu'ils ont contribué à allumer et qui, le plus souvent, se trouvent devant des décombres à évacuer.

Ce qui frappe, c'est une réaction de surprise devant des événements prévisibles et qu'on avait même prévus. L'Express, l'autre jour, publiait une interview que Henry Kissinger avait accordée à Pierre Salinger le jour même de la chute de Phnom Penh. Et ce jour là, interrogé par Salinger sur le sort du Sud Vietnam, il répondait en substance: En ce qui concerne le Vietnam du Sud, nous avons le temps d'aviser... Quinze jours plus tard, Saïgon tombait entre les mains des troupes du GRP. De ce GRP avec lequel le même Henry Kissinger avait signé les Accords de Paris et auquel il avait refusé depuis lors, avec une obstination surprenante et consternante, l'accès à des conférences internationales, comme celle d'importance décisive pour la protection des victimes de conflits sur la réaffirmation et le développement du droit humanitaire.

Et cette obstination, qui traduit un refus d'accepter les conséquences d'une évolution des rapports de forces internationales, on la retrouve dans d'autres conférences internationales où s'affrontent pays du Tiers Monde et pays industrialisés sur des questions aussi

essentielles que celles des matières premières. Ici encore la réaction des pays du Tiers Monde était prévisible. Mais Kissinger se comporte comme si les Etats-Unis disposaient en toute sécurité des moyens de faire prévaloir leurs vues et ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts.

Kissinger n'est pas seul d'ailleurs à être ^{ou} à paraître déconcerté par les événements, ou plutôt par la rapidité avec laquelle l'événement détruit les illusions dans lesquelles on s'était enfermé. Cet état de "surprise" est en fait caractéristique des élites intellectuelles et politiques de l'Occident. La crise actuelle est révélatrice non pas seulement de la cécité qui les frappe, mais de leur légèreté. Légèreté dans l'élaboration et dans l'utilisation des statistiques, celle des "pétro-dollars", celle qui concerne les fluctuations des matières premières. Légèreté dans l'évaluation de la dimension de l'événement. Les uns restent collés aux fluctuations de la bourse, les autres élargissent leur horizon jusqu'à l'examen du mouvement des stocks, des taux d'inflation, et d'autres indicateurs de l'activité économique. Mais leurs observations et leurs réflexions s'inscrivent dans la courte durée. C'est sur la dimension et la durée de ce qu'ils appellent une récession qu'ils s'interrogent, et non pas sur l'avenir du système international et des sociétés politiques occidentales. Les difficultés économiques, financières, monétaires, budgétaires ne sont que des accidents de parcours dans une période de croissance continue. "We never had it so good", déclarait l'autre jour un économiste qui évidemment s'appuyait sur des statistiques globales telles que le PNB et pour qui les misères et les famines régionales ne sont qu'accidents ou phénomènes, secondaires dans la perspective macro-historique ou macro-économique.

Légèreté encore dans le comportement à l'égard du Tiers Monde traité encore en enfant mineur par des Occidentaux inconscients de leur ethnocentrisme.

D'où une question fondamentale à poser au départ de toute appréciation de la situation mondiale, de tout examen de la position internationale de la Suisse: Comment dépasser la contradiction entre une attitude de condescendance à l'égard des autres - condescendance qui voisine l'arrogance - et le culte d'un complexe de culpabilité post-colonial ? Comment procéder dans la dignité à une autocritique authentique ? Pourquoi et comment en sommes-nous venus là nous autres Européens ? Nous autres Suisses ?

De notre capacité à répondre à ces questions, de procéder à notre autocritique, dépend la qualité de notre dialogue avec les autres et très particulièrement avec le Tiers Monde.

Dimension des problèmes

Toute action politique implique un accord préalable sur la nature et la dimension des problèmes à résoudre. Les problèmes qui doivent être pris en considération pour la formulation et la conduite de notre politique étrangère se situent à deux niveaux:

- le niveau international
- le niveau interne.

Au niveau international, j'en dégagerai deux qui revêtent une influence prépondérante dans la définition de toute politique à long terme:

1. Le problème que posent les rapports entre l'espèce humaine et les ressources limitées du globe. Car la question est

posée. On peut y donner des réponses diverses; les uns affirment que ces ressources sont illimitées et que les Etats industrialisés peuvent poursuivre leur croissance. Encore faut-il démontrer que l'Europe a les moyens économiques, financiers d'imposer aux autres sa croissance à la cadence qui lui convient. Encore faut-il démontrer qu'elle a les moyens politiques d'imposer sa conception de la division du travail et de la répartition des ressources. D'autres prétendent que si, selon les évaluations disponibles aujourd'hui, les ressources du globe paraissent limitées, l'homme, avec son génie de l'adaptation, trouvera des solutions, qu'il découvrira de nouvelles ressources, de nouveaux moyens de tirer parti de la terre sur laquelle il vit.

Mais, quelles que soient les réponses, il n'en reste pas moins - répétons-le - que la question est posée et qu'aucun gouvernement, aucune société politique ne peut plus l'éluder.

L'Europe, les Etats-Unis et le Canada et, d'une manière générale, les pays dits avancés qui précisément absorbent une proportion importante des ressources du globe pour assumer leur niveau de vie, peuvent d'autant moins éluder cette question que les habitants des autres continents ont maintenant les moyens de faire valoir leurs revendications. C'est sur leur sol que se trouve une large partie des ressources énergétiques et des matières premières, ce qui leur donne des moyens de pression, un pouvoir de marchandage dont ils entendent se servir.

2. Nous sommes entrés - et c'est cela le second problème majeur - dans une période de réajustement des rapports de forces entre les continents, une période dont la guerre d'octobre 1973 et le conflit du Vietnam sont des péripéties.

Sur la durée de ce réajustement, sur la nature du "nouvel ordre mondial" qui devrait en sortir, nous ne pouvons faire aucune prévision. Mais ce que nous savons maintenant, c'est que la confrontation portant sur la répartition des ressources et sur la division du travail sera d'une terrible âpreté et que l'Europe, déjà sur la défensive politiquement et moralement, n'est pas certaine de l'emporter.

A ces deux groupes de problèmes fondamentaux qui sont posés sur le plan mondial s'en ajoutent d'autres qui me paraissent revêtir sur le plan interne une importance primordiale: ceux que pose la dilution du pouvoir à l'intérieur de nos pays. Le système politique mondial repose sur les Etats-nations, et il ne peut fonctionner que si ceux-ci sont gouvernés, c'est-à-dire conduits par des gouvernements qui sont en mesure de faire appliquer les engagements internationaux qu'ils prennent. Dès l'instant que les Etats cessent d'être gouvernables, l'ensemble du système mondial sombre dans le chaos politique, économique, monétaire. Un état chaotique dont aucune organisation internationale intergouvernementale ne peut le sortir et qui débouche sur de nouvelles structures impériales.

De la nécessité d'élaborer une stratégie

La dimension des problèmes impose, de toute évidence, l'élaboration d'une politique à long terme, d'une stratégie. A l'heure actuelle, l'Occident n'a pas de stratégie. Il a vécu sur la richesse accumulée à travers les siècles et qui constituait la base de son pouvoir. Il a perdu une partie de ses richesses et avec elles une bonne part de son pouvoir et se complait dans la contemplation de sa supériorité intellectuelle.

L'élaboration d'une stratégie implique non seulement un diagnostic exact de la situation globale, mais une évaluation des moyens dont on dispose.

Les Suisses qui, comme leurs voisins d'Europe, devront procéder à cette évaluation sauront-ils aller au delà de la présentation d'un inventaire de leurs ressources et d'un catalogue des méthodes et des techniques disponibles ? Cela serait souhaitable et même indispensable. Non pas du tout que l'inventaire ou les discussions sur la méthode dans l'appréciation de situations soient inutiles. Ce sont au contraire d'excellents exercices qui permettent d'élargir le champ d'approche, d'identifier les facteurs de la décision, économiques, psychologiques, socio-politiques, de serrer de près les rapports de forces. Mais quelles que soient les références que la science économique, la sociologie, la science politique fassent à l'histoire, elles ne restituent pas l'apport historique dans sa profondeur, dans sa continuité, dans sa dynamique. Il n'y a pas de définition d'une politique à long terme sans prise de conscience de l'histoire dans sa longue durée.

De même ne peut-on évaluer l'importance des "variables" du présent aussi longtemps qu'on n'a pas dégagé les constantes. C'est ce qu'ont fait, de manière magistrale, un Karl Meyer dans ses cours, un Fritz Ernst, un William Rappard avec, entre autres, ses "Cinq siècles de sécurité collective", un David Lasserre dans le précieux petit livre intitulé "Les étapes du fédéralisme". L'adhésion à la Suisse, dans notre système politique fondé sur la reconnaissance de la diversité ancrée politiquement dans la souveraineté cantonale, implique un apprentissage continu à travers la connaissance de son histoire qui est celle du

petit pays pauvre en ressources, luttant pour son indépendance perpétuellement menacée par les pressions étrangères de l'extérieur et à l'intérieur, faisant face simultanément ou alternativement à des menaces de type militaire, à ce qu'on appelle aujourd'hui l'Überfremdung, qu'elle s'exprime à travers la présence de l'étranger ou par des influences intellectuelles ou idéologiques. Un petit pays qui, pour survivre, doit travailler dur, faire un effort permanent de solidarité sociale, stimuler la participation à la base, combiner consciemment démocratie et fédéralisme, ce qui implique une pratique permanente de ce qu'on appelle le self restraint, et préserver enfin la neutralité qui est née d'une nécessité de politique intérieure et qui reste aujourd'hui un ingrédient du ciment de l'unité helvétique.

Sans prise de conscience de ces constantes et des règles explicites ou implicites qui s'en sont dégagées, il n'est guère possible de saisir la démarche helvétique caractérisée par la référence à ces règles érigées en principe et par un comportement pragmatique qui ne doit pas être confondu, comme le fait trop souvent l'observateur superficiel, avec l'opportunisme. On pourrait ainsi s'égarer en observant certains infléchissements de la politique de neutralité, à dire que la neutralité n'a plus sa raison d'être. Or, la connaissance de la pratique de la politique de neutralité dans sa continuité historique, et particulièrement dans les systèmes d'Etats du XIX et du XXe siècles, révèle que des décisions que nous jugeons audacieuses, comme l'adhésion à l'agence de l'énergie, n'ont en fait rien d'exceptionnel.

Bref, ce qui importe, c'est de saisir que si une stratégie est fonction des moyens actuellement disponibles, le potentiel et les virtualités d'un peuple jouent également un rôle décisif. Et ces virtualités ne sont perceptibles

qu'à travers l'histoire assumée dans sa continuité. C'est en situant le présent dans la perspective historique qu'il est possible d'esquisser le futur probable et d'indiquer les options possibles. La définition d'une politique à long terme implique à la fois la prise de conscience d'un passé séculaire et l'élargissement de notre horizon politique au delà de l'an 2000. Nous découvrirons par cela qu'en fait nous avons depuis longtemps pratiqué une politique de présence à la fois européenne et mondiale, que la Suisse a l'expérience de la conduite des affaires dans une situation où des systèmes sociaux et politiques différents se confrontent et s'affrontent même, qu'elle a connu des troubles économiques, monétaires, politiques qui imposaient, vu la limite de nos ressources naturelles, une brusque contraction des budgets et des niveaux de vie et qu'ouverte à l'étranger, elle connaît les avantages et les inconvénients de la transnationalité.

Et nous découvrirons alors qu'il n'y a pas de raison de modifier les objectifs de notre politique extérieure ni ses méthodes, à la condition de savoir allier la culture politique à l'imagination.

Maintenir en vie une communauté nationale

Tel est, dans sa simplicité, l'objectif d'une politique à long terme. La plupart des Suisses considèrent qu'il s'agit d'une vérité d'évidence. Peut-être oublient-ils que certains de leurs compatriotes ont d'autres objectifs prioritaires. Ainsi ceux des Européens militants pour qui la Suisse devrait un jour se fonder dans une Europe intégrée. Ainsi ceux qui voudraient voir la Suisse s'insérer dans un système socialiste. Et ceux encore qui, reprenant les thèmes oweniens rêvent d'une New Harmony, d'une communauté ouverte, sans frontières, placée sous le signe de la

fraternité et de l'égalité absolues. Tous ces groupes, auxquels il faudrait ajouter un certain nombre de Suisses qui concentrent leur attention sur les phénomènes du sous-développement et sur l'amélioration des conditions de vie dans le Tiers Monde, sur la construction d'un nouvel ordre mondial, mettent l'accent sur des réformes de structures. Et pour eux l'élimination d'une minorité exploiteuse des Suisses et des non-Suisses passe avant la conservation de la communauté nationale.

D'où la nécessité d'un large débat interne visant à dégager un accord sur les conditions d'existence de la Suisse.

Un débat qui devrait porter tout d'abord sur la nature et l'importance d'une contribution suisse à la solution des problèmes qui se posent dans le système transnational où nous vivons. Problèmes concernant l'environnement et la qualité de vie, problèmes portant sur l'exploitation de nos maigres ressources naturelles dans un monde qui est en train d'examiner une nouvelle distribution des sources d'énergie et des matières premières. Problèmes concernant notre standard de vie mis en question par le réajustement des rapports de forces entre continents. Problèmes étroitement liés du transfert de technologie et de la recherche, tant il est évident que nous ne pouvons procéder à des transferts de technologie sans pousser simultanément la recherche, sans quoi nous nous verrons progressivement éliminer des marchés mondiaux. Problèmes, enfin, concernant le gouvernement de notre pays, la répartition des compétences en fonction des tâches nouvelles auxquelles nous devons faire face, car il est évident que si nous n'y prêtons pas attention, notre démocratie fédéraliste et pluraliste sera remise en /
question

par une évolution qui s'accélère vers des solutions socialistes.

Problèmes de politique intérieure, mais qui, dans une large mesure, relèvent également du domaine des relations internationales. Car ce n'est pas seulement l'évolution de notre société, mais celle du monde qui nous contraignent à les résoudre.

Quant à l'orientation de notre politique étrangère, elle peut être définie de la manière suivante: soulignons tout d'abord que nous n'avons pas la possibilité de choisir entre des objectifs géographiques, en concentrant notre attention par exemple sur le développement de nos relations avec l'Europe de l'Occident au risque de négliger nos relations avec les pays appartenant au système socialiste, avec les Etats-Unis ou avec le Tiers Monde. L'atlantisme, pour signaler une tentation constante, n'offre pas de solution de rechange à un semi-échec de la Communauté et - aujourd'hui encore moins qu'autrefois - il n'y a pas d'options raisonnables entre régionalisme et universalisme.

Notre politique étrangère doit donc viser à maintenir des relations normales avec l'Europe de l'Occident, qu'on se situe dans la Communauté économique ou dans l'AELE, à faire un usage prudent de l'atlantisme tout en développant de manière systématique nos relations avec l'Europe socialiste. Et cela en toute conscience du fait que la coexistence pacifique est une "coopération compétitive" placée sous le signe de la lutte idéologique.

Ce que nous devons chercher simultanément, c'est à intensifier nos relations avec les pays appartenant au Tiers Monde par une diplomatie active menée sur le plan bilatéral et multilatéral. Nous devons prendre conscience à ce propos

qu'une politique d'ouverture au Tiers Monde - c'est-à-dire à des continents qui prendront une place de plus en plus importante dans la politique et dans le commerce mondial - impose notre entrée dans l'Organisation des Nations Unies qui est le siège d'une confrontation d'idées et d'intérêts décisive pour l'avenir du monde.

Cette politique d'ouverture, dont les entreprises suisses ressentent et ressentiront toujours plus la nécessité, est freinée depuis quelques années par la confusion qui persiste dans l'opinion entre actions humanitaires et coopération au développement et par le réflexe de défense d'une partie de la population suisse contre le travailleur étranger. Il est curieux de constater que les Suisses, dont le niveau de vie élevé est assuré par une utilisation rationnelle des ressources des marchés mondiaux et par un recours qu'ils pensent indispensable à la main-d'oeuvre étrangère pour le service de l'infrastructure d'une société moderne, ne voient pas qu'une politique de repli sur la Suisse est contraire à leurs intérêts. Il est paradoxal que les coupures de crédit aient porté sur le budget du Département politique, de la coopération au développement, de la recherche, alors que pour combattre la crise qui s'est ouverte et dont on s'obstine à sous-estimer la dimension, il faudrait précisément stimuler la recherche et nos relations économiques et culturelles avec l'ensemble du monde. Entre notre pays et les pays scandinaves et en Hollande où on suit avec beaucoup plus d'attention l'évolution de la situation économique et politique mondiale, un décalage est sensible qui n'est pas avantageux pour nos intérêts. Le fléchissement constaté dans le chiffre d'affaires de la plupart des entreprises suisses pour les quatre premiers mois de 1975 est un avertissement qu'il serait temps de prendre au sérieux. Et ce ne sont pas des mesures visant à stimuler l'activité économique

interne qui suffiront à redresser la situation dans un pays qui vit du commerce mondial et qui est en train d'y perdre sa place. On évoque souvent la fatalité. La crise qui nous frappe est due à des facteurs sur lesquels nous n'avons qu'une influence marginale. Et on se rassure aussitôt en affirmant d'ailleurs que la conjoncture se redressera dans la seconde partie de l'année 1975.

Ces propos, constamment répétés, ne sont qu'une manifestation nouvelle de la légèreté avec laquelle un trop large segment de l'opinion suisse aborde la longue période de troubles qu'ouvre devant nous le réajustement des rapports de forces au niveau mondial. Ce redressement annoncé pour la fin de l'année interviendra peut-être; mais il ne s'agira là que d'une péripétie dans un mouvement de longue durée qui pourrait être caractérisé par un fléchissement de notre position dans le commerce international. C'est pourquoi, des actions politiques, comme le referendum contre l'IDA, sont à la fois absurdes et dangereuses. De toute évidence, elles visent à entretenir, à travers une succession de referendum et d'initiatives, une émotion collective grâce à laquelle des chefs de partis sans implantation profonde maintiennent leurs troupes en alerte et confirment leur rôle de vedettes. Ce qui n'est pas dit, c'est que la participation, modeste, de la Suisse à l'IDA est dans les intérêts de la Suisse non pas seulement par la valeur politique du geste, mais aussi parce qu'en développant des activités économiques dans le monde, la Suisse stimule les siennes, tandis qu'en s'abstenant, elle risque de se faire oublier. En fait, le lancement de ce referendum, comme certaines des déclarations faites au Conseil national au sujet de la coopération au développement ou de la recherche, ne sont explicables que par une information insuffl-

sante, si ce n'est même une ignorance, lourdes de conséquences, de l'évolution de la situation mondiale.

En conclusion

Nous nous flattons, nous autres Suisses, d'administrer nos affaires avec une sagesse exemplaire et nous considérons volontiers comme un témoignage de cette sagesse le contraste qui existerait entre la relative aisance dans laquelle vit le citoyen et la pauvreté de l'Etat.

Mais notre sagesse ne nous empêche pas de nous enfermer dans une contradiction chaque jour plus flagrante entre notre désir d'obtenir de l'Etat qu'il nous entretienne ou qu'il nous garantisse notre relative aisance et l'opposition que nous formulons simultanément à toute augmentation de ses ressources par la fiscalité.

Cette contradiction nous mène à une impasse: à l'intérieur où elle risque d'aggraver les tensions sociales en créant dans ces prochaines années un chômage structurel, parmi les intellectuels, et dans le secteur tertiaire; à l'extérieur parce qu'elle nous prive des moyens d'affirmer efficacement notre présence dans un monde où les petits Etats doivent faire entendre leur voix et dans une période de modification des courants économiques où notre position est sérieusement ébranlée.

La tâche la plus importante de notre politique étrangère, c'est en définitive de convaincre le peuple suisse que ce n'est que par une intensification de ses relations avec les pays du monde entier, par un développement de ses relations économiques et culturelles, par une participation

active aux organisations internationales, ce qui se traduit par notre entrée à l'ONU, que nous pourrions assurer notre existence. Il s'agit donc de porter les problèmes de politique étrangère de manière systématique devant une opinion publique insuffisamment informée des dangers réels que nous fait courir une politique de repli sur nous-mêmes et de refus de participation aux affaires du monde. Notre premier objectif doit être de renverser la tendance négative, et par certains aspects xénophobes, qui semble paralyser nos actions à l'étranger, en proposant dans le domaine de la politique étrangère également une relance économique et culturelle.

Jacques Freymond

JF/NG
mai 1975

Conferenza tenuta al Seminario di Forum Helveticum
sulla politica estera (Lenzburg, 2 e 3 maggio 1975)



NATIONS UNIES • UNITED NATIONS

SERVICE DE L'INFORMATION - OFFICE DES NATIONS UNIES A GENÈVE
INFORMATION SERVICE - UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

Ce texte préliminaire est à utiliser
seulement lors de la célébration de
la Journée des Nations Unies le
24 octobre 1975

MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL A L'OCCASION DE LA JOURNEE DES NATIONS UNIES, 1975

Tous les ans, le 24 octobre, nous célébrons l'anniversaire du jour où la Charte des Nations Unies est entrée en vigueur, en 1945.

Cette année, nous fêtons le trentième anniversaire de notre organisation qui, après des débuts modestes, est maintenant devenue un instrument universel de coopération mondiale comme l'humanité n'en a jamais connu dans son histoire. L'Organisation des Nations Unies est engagée de façon active dans la création d'un monde meilleur pour tous. Elle a joué un rôle éminent dans le processus de décolonisation qui doit encore être parachevé. Elle se trouve au centre de tous les efforts pour organiser une coopération globale dans les domaines économique, social et humanitaire.

Le souci primordial des Nations Unies est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Dans un monde empli de tension et de danger, la production massive et l'accumulation d'armes de guerre doivent être limitées si l'on veut renforcer les chances de paix.

Les fléaux que sont la misère, la faim, la maladie et l'analphabétisme doivent encore être éliminés complètement. Si tous les peuples du monde veulent avoir leur part équitable des ressources mondiales, nous devons utiliser la technologie et les moyens disponibles pour construire un nouvel ordre économique international.

Pour relever ce défi, il est plus que jamais nécessaire d'utiliser pleinement les Nations Unies. Les résultats unanimes obtenus lors de la septième Session extraordinaire de l'Assemblée générale ont démontré que le succès exige des Etats Membres la ferme détermination et la volonté de travailler ensemble dans un cadre multilatéral.

La Charte des Nations Unies commence par les mots "Nous, peuples des Nations Unies". Ainsi, l'avenir des Nations Unies a une répercussion profonde et personnelle sur chacun et chacune d'entre nous. Si nous travaillons ensemble dans un esprit d'amitié et de compréhension, nous avons peu à redouter. Que tel soit notre engagement personnel en ce trentième anniversaire.



NATIONS UNIES · UNITED NATIONS

SERVICE DE L'INFORMATION - OFFICE DES NATIONS UNIES A GENÈVE
INFORMATION SERVICE - UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

Im voraus zur Verfügung gestellter text.
Zum Gebrauch in Zusammenhang mit der
Einhaltung des Tages der Vereinten Nationen
am 24. Oktober 1975.

BOTSCHAFT DES GENERALSEKRETAERS KURT WALDHEIM ZUM TAG DER VEREINTEN NATIONEN, 24. Oktober 1975

Alljährlich am 24. Oktober begehen wir jenen Tag, an dem im Jahre 1945 die Charta der Vereinten Nationen in Kraft trat.

Heute feiern wir dieses Ereignis zum dreissigsten Mal. In dieser Zeitspanne ist unsere Organisation aus bescheidenen Anfängen zu einem nahezu universellen Forum weltweiter Zusammenarbeit gewachsen, für das es keine historischen Parallelen gibt. Die Vereinten Nationen haben eine wesentliche Rolle bei der Lösung der weltweiten Probleme übernommen. Sie haben massgeblich dazu beigetragen, aus den früheren Kolonialgebieten souveräne Staaten zu bilden. Sie stehen im Brennpunkt der Bemühungen, die wirtschaftliche, soziale und humanitäre Zusammenarbeit auf eine neue weltweite Grundlage zu stellen.

Die Wahrung des Friedens und der internationalen Sicherheit sind weiterhin die wichtigsten Anliegen der Vereinten Nationen. In einer Welt voll Spannungen und Gefahren kann der Friede nur gesichert werden, wenn es uns gelingt, dem allgemeinen Wettrüsten und der Erzeugung von Massenvernichtungswaffen Einhalt zu gebieten.

Armut, Hunger, Krankheit und Analphabetismus sind noch nicht überwunden. Um allen Völkern einen gerechten Anteil am Wohlstand der Welt zu geben, müssen wir die uns zur Verfügung stehende Technologie und alle unsere Mittel zur Schaffung einer neuen Wirtschaftsordnung einsetzen.

Zur Bewältigung dieser Aufgaben ist der richtige und umfassende Einsatz der Vereinten Nationen mehr denn je notwendig. Der Erfolg hängt von der Entschlossenheit und vom Willen aller Mitgliedsstaaten ab, in diesem internationalen System zusammen zu arbeiten. Dass dies möglich ist, haben die einstimmigen Ergebnisse der 7. ausserordentlichen Generalversammlung unter Beweis gestellt.

Die Satzung der Vereinten Nationen beginnt mit den Worten "Wir, die Völker der Vereinten Nationen". Jeder einzelne von uns hat daher tiefen und persönlichen Anteil an der Zukunft der Vereinten Nationen. Wenn wir freundschaftlich und verständnisvoll zusammenarbeiten, werden wir wenig zu fürchten haben. Lassen Sie uns dies am 30. Jahrestag der Vereinten Nationen zu unserer persönlichen Verpflichtung machen.